

SOCIAL

SeaFrance : la CFDT et Force ouvrière signent une déclaration commune

L'union locale FO et le syndicat maritime nord CFDT se sont rencontrés au siège du Syndicat maritime Nord, rue de Madrid. Ils ont rédigé un communiqué commun, signé par Jean-Paul Rozanes et Didier Cappelle.

« CFDT et FO dénoncent la politique de la direction de la SNCF, entreprise nationale, qui profite d'une difficulté de trésorerie passagère pour licencier le plus possible de salariés et remettre en cause tous les acquis. La direction veut supprimer 543 emplois alors que, de 1990 à 2007, SeaFrance a rapporté 1 M € par an à la SNCF et que celle-ci n'a jamais investi un centime pour SeaFrance. De plus, un accroissement important du trafic est garanti avec les Jeux Olympiques de 2012 et le projet Calais Port 2015... Un tel plan, de l'aveu

même de ses directeurs, ne conduira l'entreprise qu'à transformer un nombre important d'emplois permanents en emplois précaires. C'est inacceptable ! À cela s'ajoutent la diminution des rotations, les menaces de dépôt de bilan et le sabotage de la politique commerciale de la compagnie. En agissant ainsi, la direction de SeaFrance fait le jeu de compagnies concurrentes, qui emploient des marins anglais ou portugais surexploités et sous-payés.

Au final, ce sont les salariés de la CCI et toute l'activité économique du Calais qui seront touchés.

S'agit-il pour la SNCF de faire couler SeaFrance pour brader l'entreprise aux actionnaires privés qui pourront ensuite réaliser d'énormes profits sur le Transmanche ? Le gouvernement doit interdire à

la SNCF d'organiser un tel plan de licenciements à SeaFrance, qui serait un monstrueux gaspillage humain et financier. Les syndicats CFDT et FO s'adressent solennellement à tous les élus et aux pouvoirs publics afin qu'ils agissent pour préserver le maximum d'emplois possibles. La Région doit également soutenir le pavillon français comme le font depuis de nombreuses années les Régions de Bretagne et de Basse Normandie (...). Les syndicats CFDT et FO décident de s'adresser à tous les syndicats pour agir ensemble. Ils décident d'adresser ensemble cette demande au préfet du Pas-de-Calais, au président de la Région, au ministre des Transports et au Premier Ministre, ainsi qu'à tous les élus concernés (Maires, députés, conseillers régionaux...) pour obtenir leur appui. » ■